



Ce matin, une délégation d'élus du Val d'Oise est venue déposer ses doléances à Matignon.  
© RADIOFRANCE / Céline Asselot

## Le Val d'Oise réclame 120 millions d'euros à l'Etat

FRANCE INFO - HIER, 15:47

**Objectif : alerter François Fillon sur les difficultés financières de leur département. Une délégation d'élus du conseil général du Val d'Oise s'est rendue ce matin à Matignon, pour déposer une pétition de 22.800 signatures d'habitants du département. Ils réclament 120 millions d'euros qu'ils estiment dûs par l'Etat.**

Ils sont venus avec une **dizaine de sacs rouges**. A l'intérieur, **22.800 cartes postales** signées par les habitants du Val d'Oise et portant le même mot d'ordre : **"Rendez-nous nos 120 millions !"** . Les élus les ont remis au chef de cabinet du Premier ministre. *"C'est un mini-référendum"* affirme Didier Arnal, président socialiste du conseil général. *"On a eu beaucoup de réponses, ça prouve que les Valdoisiens sont conscients des dangers que le gouvernement fait courir aux services publics de proximité."*

Ce n'est pas la première initiative menée par le conseil général pour réclamer ces 120 millions d'euros, *"qui représentent ce que l'Etat doit au Val d'Oise"*, selon Didier Arnal. Il reproche à l'Etat d'avoir **transféré aux départements**, dans le cadre de la décentralisation, la charge des **allocations sociales** (RSA, aide aux personnes âgées et aux personnes handicapées...) mais sans en assurer le financement.

Ce matin, une délégation d'élus du Val d'Oise est venue déposer ses doléances à Matignon.  
© RADIOFRANCE / Céline Asselot

Le Val d'Oise réclame 120 millions d'euros à l'Etat - reportage de Céline Asselot (1'09")

## 28 départements sous peu en grande difficulté financière

Et il n'est pas le seul : le 20 mai déjà, des élus du **Val-de-Marne** avaient remis une **pétition de 40.000 signatures** à François Fillon,

réclamant pour cette même raison le remboursement de 249 millions d'euros.

Les conseils généraux des **Côtes d'Armor** et **Seine-St-Denis** ont de leur côté voté **un budget en déséquilibre** - ce qui est interdit par la loi - pour protester contre les promesses non-tenues de l'Etat.

En tout, **28 départements pourraient être sous peu en grande difficulté financière**, estime l'association des départements de France.

Début juin, François Fillon a annoncé une **réforme de l'aide aux personnes dépendantes** dès l'année prochaine pour "soulager" les finances des départements.

Céline Asselot



**Un site du groupe Radio France.**

copyright © RF 2008. Droits de reproduction réservés